

VISITE DE RAFFARIN À ALGER

Les sujets qui fâchent évités ?

La visite de Jean-Pierre Raffarin à Alger s'est déroulée dans un climat empreint d'optimisme : Alger et Paris donnaient l'impression de vivre une lune de miel. Les sujets qui fâchent ont été – officiellement – évités pour qu'il ne soit question que de partenariat économique et de dossiers qui avancent bien.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Il n'a été question, du moins officiellement, que d'économie lors de la visite de l'envoyé spécial du président français.

Les dossiers Renault, Total ou Lafarge sont revenus en boucle dans les différentes déclarations de Raffarin ou de Benmeradi, le ministre de l'Industrie et vis-à-vis de Raffarin. Plus de malentendus au sujet de ce que les entreprises françaises appellent «le dispositif d'investissement» pour évoquer la règle du 51- 49 % imposée par l'Algérie.

Jean-Pierre Raffarin expliquait jeudi que les entreprises françaises se

pliaient à cette règle estimant que «les relations de partenariat visent à créer une dynamique entre les acteurs des deux pays, tout en respectant la souveraineté de l'Algérie et de ses règles» tandis que côté algérien,

Benmeradi affirmait qu'«il n'y a pas de dispositifs figés et nous travaillons pour leur amélioration». Preuve de l'efficacité du mécanisme mis en place entre les deux parties, le ministre de l'Industrie explique qu'«il y a de nombreux dossiers de coopération qui ont très bien avancé mais qui ne sont pas assez médiatisés. Quantitativement, les échanges entre les deux pays ne sont pas négligeables, qualitativement, nous pensons qu'il y a énormément de gisements à valoriser». S'il y

a un dossier qui est, par contre, médiatisé, c'est celui de Renault.

Un protocole d'accord pour la construction automobile entre le constructeur Renault et le gouvernement algérien est au stade de la signature. Le projet est en voie de concrétisation puisque «les responsables de Renault viennent de choisir eux-mêmes cinq sous-traitants algériens, avec qui ils ont l'habitude de travailler, pour prendre part au projet de réalisation d'une usine de construction

de véhicules en Algérie». Rien n'a cependant filtré sur l'état d'avancement des deux projets dans les cimENTS avec Lafarge et la pétrochimie avec Total. Les deux parties se sont contentées de dire que les négociations se poursuivaient.

Jean-Pierre Raffarin affirme que les négociations sont en cours entre plusieurs entreprises algériennes et françaises à l'instar du groupe français Lafarge qui participe de manière significative au développement d'une cimenterie algérienne en partenariat avec le groupe industriel des cimENTS d'Algérie. D'autres projets ont été cependant finalisés. C'est le cas de l'usine de fabrication de verre entre Saint-Gobain et le groupe algérien «Alver», celui entre l'assureur AXA et la BEA et le Fonds national de l'investissement et le projet de fabrication des médicaments par le laboratoire français Sanofis Aventis.

N. I.

N. I.

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES HORS AGRICULTURE

Le commerce de détail domine

Le commerce de détail et en somme le tertiaire ainsi que le secteur privé dominant l'activité économique non agricole en Algérie. C'est l'un des principaux constats du recensement des activités économiques effectué l'année dernière sous l'égide de l'Office national des statistiques (ONS).

Premier du genre et lancé entre mars et décembre 2011, ce recensement économique a permis, selon des résultats préliminaires, d'identifier, à l'échelle nationale, 1 020 058 entreprises dont 959 718 entités économiques (94%) et 60 340 entités administratives. Sur ces 60 340 entités administratives recensées, l'ONS indique qu'environ 48,5% activent dans le secteur de l'enseignement, près de 38% dans le secteur de l'administration générale et le reste des entités, soit la part de 13,5%, dans le secteur de la santé.

La micro-entité domine

Selon les données de l'ONS, le tissu économique national est dominé, à 90,6%, par les personnes physiques (869 164) contre 9,4% pour les personnes morales (90 554 entreprises). Il repose donc essentiellement sur les micro-entités.

A relever que la capitale, qui concentre 10,4% des personnes morales et physiques recensées, «demeure le pôle économique par excellence», suivie par Oran (5,6%) et Sétif (5,0%).

Hégémonie du secteur tertiaire

Selon les résultats affichés, le secteur commercial domine largement l'activité économique, avec 528 328 entités, soit 55,1% des entités recensées, loin devant les services (325 442 entités), l'industrie (97 202 entités) et la construction (8 746). Plus de 84% de l'activité commerciale se concentre sur le commerce de détail, le reste se partageant entre le commerce de gros et le commerce d'automobiles et de motocycles. Ainsi, les concessionnaires automobiles et les vendeurs de motos constituent environ 8% des commerçants.

Venant en seconde position, le secteur des services est assez diversifié, avec 26% des entités activant dans le transport, 18,7% dans la restauration, 10,2% dans les télécommunications (y compris les taxiphones) et seulement 5,3% dans les activités liées à la santé (médecins privés, chirurgiens privés, dentistes...) et 5,4% dans les activités juridiques et comptables.

Ainsi, le nombre d'entités économiques activant dans le secteur tertiaire est de 853 770 entités, soit 89,0% de l'ensemble des entités économiques. Ce qui démontre, indique l'ONS, que l'économie algérienne est davantage tertiaire.

Les activités industrielles et de construction marginales

Et d'autant que le nombre d'entités industrielles est seulement de 97 202 entités dont 23,4% exerçant dans l'agroalimentaire, 22,7% dans la fabrication de produits métalliques, 10,5% dans l'habillement et 1,3% dans le textile.

Dans la construction, l'on recense 8 746 entités, soit 0,9% de l'ensemble, un chiffre que l'ONS considère «largement en deçà de la réalité du terrain». Toutefois, cette «sous-estimation» s'explique, selon le promoteur de l'enquête, par «la contrainte afférente au recensement uniquement des entités exerçant leur activité au sein d'un local fixe». En effet, les très petites entreprises constituées essentiellement de tâcherons (plombiers, électriciens, ferrailleurs, peintres...) ne disposent pas d'un local fixe et visible, donc difficilement repérables sur le terrain.

L'activité économique très urbaine

Sur les 959 718 entités recensées, 83,5% sont implantées en milieu urbain, Alger occupant la première place avec 12,0% du total, et 16,5% en milieu rural avec Tizi-Ouzou au premier rang avec 8,3% du total.

En termes d'activité, 68% des industries extractives sont implantées dans le rural. En revanche, les industries manufacturières représentent seulement 19% et les activités immobilières et financières restent très faibles en milieu rural, respectivement 1,8% et 3,5%.

Importance du secteur privé

Autre constat, le tissu économique est fortement dominé par le secteur privé qui compte 920 307 entités, soit près de 96% du total, atteignant dans certaines wilayas (Bordj Bou-Arréridj, Aïn Témouchent...) les 99%.

Le secteur public compte 23 008 entités soit 2,4%, tandis que les entreprises étrangères et mixtes représentent 1,7% du total.

En termes d'activités, le commerce occupe la première place dans le secteur privé, 512 549 entités, soit 55,7%. Avec 431 912 entités, le commerce de détail représente près de 84,3% dans le total commerce.

Les services viennent en deuxième position avec 308 039 entités. L'activité hébergement et restauration compte à elle près de 20%. Les industries manufacturières englobent 89 787 entités représentant 9,7% du total. Elles sont dominées par les industries agroalimentaires qui comptent 21 731 entités, soit 24,2%, suivie de l'industrie de l'habillement (10,9%).

Les régions nord accaparent l'essentiel des entités

En termes de répartition régionale, près de 634 220 entités sont concentrées au niveau de la région nord du pays, soit deux tiers de l'ensemble des entités économiques (avec 322 183 dans le nord-centre et dominées à 53,5% par le commerce, 170 128 entités dans le nord-ouest et dominées à 90,0% par le tertiaire et 141 909 dans le nord-est et dominées à 88,2% par le tertiaire).

Quant aux Hauts-Plateaux, l'on y recense 240 488 entités économiques avec 89,8% d'activité dans le tertiaire, les wilayas de Sétif, Batna et M'sila détenant 43% du tissu.

Dans le Sud, l'on ne recense que 85 010 entités économiques. Comme il y a lieu de noter la forte concentration des entités économiques au niveau de certaines wilayas. Ainsi, 13 wilayas sur les 48 regroupent plus de 50% des entités économiques, voire 21 wilayas regroupent près de 70% des entités économiques.

C. B.

CRÉATION D'ENTREPRISES

42,5% des entreprises trouvent les délais trop longs

Selon une enquête qualitative, initiée par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et qui a concerné 959 718 entités économiques, près de 42,5% des entreprises sondées considèrent que les délais de création d'une entreprise sont longs alors que 45,1% estiment que ces délais ne sont pas longs.

Par secteur juridique, 42,8% des entreprises privées considèrent les délais longs, tandis que seules 32,7% des entreprises publiques considèrent les délais longs.

A noter que la proportion des entreprises privées et publiques estimant les délais non longs est

presque la même, soit 45,1% pour le privé et 44,8% pour le public.

La nature et la taille influent

Les résultats montrent que la nature de l'activité à créer n'est pas sensible à l'appréciation de la lenteur de création de l'entreprise, puisque l'en-

semble des secteurs d'activité affiche en termes de réponses des proportions presque identiques (variant entre 42% et 46%) à l'exception, toutefois, du secteur des transports où la proportion des entreprises qui considèrent comme longs les délais de création est de 36,2%. De même, la taille de l'entreprise n'est pas très sensible au facteur délais de création longs. Et ce à l'exception toutefois des grandes entreprises dont l'emploi dépasse les 250 et dont seulement 36% d'entre elles considèrent que les délais de

création sont longs. Pour le reste des tailles d'entreprise, 42,5% des microentreprises ou encore les très petites entreprises (TPE) dont l'emploi est inférieur à dix déclarent que les délais sont longs.

La proportion des petites entreprises dont la taille de l'emploi se situe entre 10 et 49 est presque identique à celle des TPE, soit la part de 42,2%. Enfin, 40,6% des moyennes entreprises (effectifs entre 50 et 249) considèrent que les délais de création d'une entreprise sont longs.

C. B.

HYDROCARBURES
ET ÉNERGIES
RENOUVELABLES
Des entreprises
britanniques
en quête
de partenariats

Des entreprises énergétiques britanniques sont en quête de partenariats dans les domaines des hydrocarbures et des énergies renouvelables. C'est ce que le directeur de EIC (Energy Industries Council), Terry Willis, qui a conduit une mission de prospection de 20 compagnies pétrolières, de services et de l'environnement britanniques, a constaté, jeudi dernier, lors d'un point de presse animé conjointement avec la présidente du Conseil d'affaires algéro-britannique, Lady Olga Maitland.

Organisée du 28 janvier au 2 février 2012 et marquée par des rencontres de travail à Alger et à Hassi Messaoud avec des représentants du groupe Sonatrach, des opérateurs algériens et des compagnies étrangères opérant sur place, cette mission a démontré «le grand intérêt», l'«enthousiasme» des sociétés britanniques pour le potentiel dont dispose l'Algérie, un «marché-clé» et «dynamisant», ainsi que l'engouement mutuel pour la participation aux projets d'hydrocarbures en cours et l'engagement de partenariats.

Des partenariats qui pourront être concrétisés à court terme, relèvent les deux conférenciers qui mettent l'accent sur le développement de la formation et la création de postes d'emploi, l'apport de l'expertise avérée des sociétés britanniques et le transfert de technologie. Les sociétés britanniques s'intéressent tout autant au programme national de développement des énergies nouvelles et renouvelables, stimulées par le partenariat engagé entre le groupe Sonelgaz et l'initiative industrielle Desertec.

Dans ce contexte, les sociétés britanniques comptent apporter leur expertise, voire impulser des partenariats. Un intérêt que le ministre britannique à l'Energie et au Changement climatique, Lord Marland, hôte cette semaine de l'Algérie, explicitera certainement. Outre l'énergie, l'establishment économique britannique s'intéresse également à la modernisation du réseau algérien de stockage, transport et distribution des produits agricoles, la construction d'infrastructures sanitaires et la réalisation d'aires de loisirs et de divertissement autour des plans d'eau (notamment au niveau du barrage de Beni Haroun).

C. B.